

VIOLENCE A L'ECOLE : LE VRAI PROBLEME

Les enseignants de plusieurs collèges et lycées professionnels sont en grève pour protester contre la violence dans certains établissements scolaires et demander des moyens supplémentaires pour y faire face. Ils ont bien sûr raison de demander des effectifs moins nombreux dans les classes, davantage d'encadrement dans les établissements, etc.

Mais, si les enseignants des établissements concernés ont raison de poser le problème à leur niveau, ce n'est évidemment pas dans la seule école que se trouve la solution. C'est une illusion complète d'imaginer qu'elle puisse être un havre de paix et de bonne conduite quand, à l'extérieur, tout se dégingue.

Toute une fraction (heureusement minoritaire, mais tout de même) de la jeunesse des cités est menacée de déraiper.

Bien sûr, ces jeunes sont le reflet du monde qui les a faits. Le monde de chacun pour soi, où tous les coups sont permis pourvu qu'on ne se fasse pas prendre, où les honneurs et l'argent vont au plus dénué de scrupules, où la corruption est reine et où pour réussir, peu importe qui on piétine. Vous voulez des noms célèbres ?

Bien sûr, ils sont le produit de l'horizon barré de la ZUP, de l'avenir bouché par le chômage et du présent empoisonné par la pauvreté et la démoralisation.

Mais ça n'excuse rien. D'abord parce que l'écrasante majorité des jeunes des cités ne se laisse pas aller à déraiper de cette façon, et que c'est faire injure à ceux qui ne le font pas que de prétendre tout excuser par les conditions difficiles.

Ensuite parce que même s'ils disent que "le monde est pourri", ils se comportent comme les plus pourris des responsables, sans avoir les mêmes moyens.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Ces jeunes ne peuvent pas être "raiders" (ces spéculateurs qui se bâtissent des fortunes en jouant des millions en Bourse) ; ils ne peuvent pas prélever de pourcentage sur les marchés publics ; ils n'ont pas les moyens de pratiquer l'abus de bien social (détourner les fonds d'une entreprise). Alors, ils rackettent, ils volent un blouson ou une voiture. Ils appellent "business" leurs escroqueries. Ils ne savent pas polir la manoeuvre et la phrase assassine destinée à "tuer" l'autre. Ils braillent et insultent. Ils n'ont pas les garde-du-corps, les flics et les militaires qui protègent les puissants. Ils mettent un coup de boule ou un coup de cutter. Ils croient inspirer la "considération" en exhibant quelques billets de deux cents francs là où d'autres affichent "peser" des milliards. Au fond, ils raisonnent comme les exploités...

Cela mène tout droit dans le mur -ou derrière les murs de Fleury-Mérogis ou de Bois-d'Arcy- sans rien changer ni à leurs conditions de vie, ni à celle des autres qu'ils contribuent au contraire à aggraver.

Alors, pas de solution ? Si, quand même, individuellement et collectivement. Individuellement en choisissant d'être de ceux qui, même si c'est dur, restent debout, conservent leur dignité et ne se comportent pas, à leur échelle,

cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

cinquième zone

A
L
I
R
E
A
D
I
S
C
U
T
E
R
A
P
H
O
T
O
C
O
P
I
E
R
A
F
A
I
R
E
C
I
R
C
U
L
E
R

Violence à l'école*Suite de la p.1*

comme les plus pourris des puissants. Et surtout collectivement. Les habitants des cités ont des droits. Pas les "droits sociaux" qu'on leur accorde comme une aumône. Mais les droits qu'en tant que travailleurs, en tant que jeunes vivant en France, ils sauront conquérir. Le droit d'avoir un emploi et un salaire décent, le droit de bénéficier de conditions de vie normale. Celui aussi, pour les parents ou les futurs parents, de ne pas voir une partie de ses enfants s'esquinter et se détruire dans la drogue, la délinquance ou le fanatisme. S'ils sont capables d'entreprendre ce combat, les habitants des banlieues trouveront de nombreuses solidarités. Celle des travailleurs adultes (eux-mêmes souvent banlieusards). Mais aussi celle de tous ceux qui, par leurs relations personnelles ou familiales, par leur activité professionnelle mesurent ce qui se joue dans les banlieues, en souffrent parfois (les enseignants, les agents des services publics) et, en tout cas, savent qu'on ne laissera pas pourrir des pans entiers des villes sans que tout le monde, à un moment ou à un autre, ait à en payer le prix amer.

PLAN JUPPE POUR LES BANLIEUES : PLUS C'EST CREUX, PLUS CA FAIT DE BRUIT !

Pendant sa campagne électorale, Jacques Chirac prétendait vouloir lutter contre "la fracture sociale" avec "un plan Marshall pour les banlieues". Huit mois plus tard, après des dizaines de révoltes dans les quartiers qui témoignent de l'urgence et de l'importance des problèmes, Juppé annonce un "Pacte de relance pour la ville" qui ressemble à un tambour : il fait d'autant plus de bruit qu'il est vide à l'intérieur. Il prévoit la création dans les quartiers en difficulté de "zones franches", comme il en existe dans les pays sous-développés. C'est ça, le progrès ! Les patrons qui s'y établiront ne paieront ni impôts, ni cotisations sociales sans être obligés d'embaucher des jeunes du quartier ni qui que ce soit d'autre. Pour combattre la misère, Juppé enrichit les riches ! L'idée n'est pas nouvelle. De telles zones avaient été créées en 1981 en Grande-Bretagne. Elles ont été abandonnées en 1991 car elles n'ont pratiquement pas créé d'emploi : "Des activités voisines se sont déplacées pour profiter des avantages fiscaux, mais on n'en a pas créé de nouvelles. Le coût de chaque emploi a été si prohibitif que l'on se demande aujourd'hui si les fonds n'auraient pas pu être mieux dépensés ailleurs. [...] On a attiré des grandes surfaces et tué des petits commerces" constate M. Parkinson, un spécialiste britannique (*Le Monde* 19/01/96).

Quant aux cent mille "emplois-ville" promis aux jeunes des cités... ça fait bien cent mille fois que la promesse est faite. Et autant de fois qu'elle n'est pas tenue. Des "vrais emplois" dit Juppé ? Une invraisemblable collection de petits boulots plutôt : "agents d'ambiance" (?), moniteurs sportifs, gardiens d'immeuble pendant 30 heures hebdomadaires payées 4 000 francs ! Avec un tel "salaire" Juppé ne pourrait même pas payer le tiers du loyer "bon marché" de son ancien appartement. Et il faudrait que les jeunes se logent et vivent tout un mois avec une somme pareille ?

Quand il s'occupe des banlieues, Juppé graisse la patte des patrons !

Attendre des solutions de Juppé, c'est demander du lait à un bouc. La solution viendra des habitants des quartiers eux-mêmes en liaison avec les salariés qui ont les mêmes ennemis et sont sur la même galère.

Il n'y a pas si longtemps, des salariés ont accueilli comme il convient un autre "Plan Juppé" : par la grève et par des manifestations de rue. Pas seulement par des explosions de colère brute sans objectif, sans organisation et sans discipline. Toute la question est de savoir si les jeunes (et les moins jeunes) des banlieues seront capables de s'inspirer de leurs méthodes de lutte, de prendre le temps et la peine de réfléchir, de discuter démocratiquement, de s'organiser, de rechercher l'appui de ceux qui ont les mêmes intérêts qu'eux. Ou si, au contraire, ils ne seront capables que de coups de gueule violents peut-être mais stériles.

SIMON, 18 ANS, MENACE DE DISPARITION LEGALE

Le 6 octobre dernier, un jeune "immigré clandestin" comparait devant le juge délégué de Nanterre pour être expulsé. Normal, penseront pas mal d'ignorants et quelques salauds.

Pourtant, son aventure révèle ce que sont souvent les "clandestins". Jeune angolais arrivé en France à 11 ans pour rejoindre son père, Simon est en terminale de BEP Electronique à Bagneux. "Elève sans histoires" disent ses profs. A 18 ans, conformément à la loi, il demande la régularisation de son titre de séjour... qui lui est refusée sous prétexte que l'ambassade d'Angola n'a pas envoyé à temps la copie de son passeport. C'est bien sûr une erreur dont il n'est en rien responsable. Mais, pour la Préfecture, un immigré est un dossier. Et un dossier incomplet n'existe pas. Pas de copie, pas de papiers. Du jour au lendemain, il devient l'un des milliers de "clandestins" fabriqués légalement par les lois Pasqua et le zèle bureaucratique des préfectures.

Dossiers qui traînent, obligation de revenir deux, trois, cinq fois, des heures de queue parqués comme du bétail, aller-retour entre les services, tout est fait pour épuiser, écoeurer, humilier les étrangers et empêcher leurs démarches d'aboutir. Un rendez-vous manqué, un document perdu, un délai dépassé, c'est l'exécution. Il y avait un individu. Aux yeux de la loi, il n'y a plus personne. A coup de tampons refusés au moindre prétexte, les préfectures fabriquent des milliers de ces "non-êtres" que la police pourchasse.

Radié de l'existence légale pour une photocopie manquante, interpellé lors d'un contrôle d'identité, interné dans un centre de rétention, Simon est présenté le 6 octobre, menottes aux poignets, au juge délégué de Nanterre pour être expulsé. Coup de chance invraisemblable, deux de ses profs qui étaient là pour aider un de leur collègue (un maître-auxiliaire étranger lui aussi menacé d'expulsion) le reconnaissent sur un banc, font intervenir des personnalités (dont le député-maire communiste de Bagneux), lancent une pétition parmi ses camarades de classe et finalement obtiennent sa libération. Il revient de loin.

Mais, pour un jeune qui bénéficie d'un coup de chance extraordinaire et s'en tire provisoirement, combien de vies disloquées ? Chaque jour des "clandestins" pas plus illégaux que Simon disparaissent. Certains pour quelques jours (six jours, délai au terme duquel ils sont relâchés s'ils n'ont pas pu être expulsés faute de place dans un avion). D'autres, les "récidivistes" qui se sont déjà fait prendre une fois, sont emprisonnés puis expulsés ou relâchés jusqu'à la fois suivante. D'autres enfin disparaissent pour toujours, embarqués de force vers un pays qu'ils ne connaissent parfois même pas, où souvent personne ne les attend, si ce n'est quelquefois la police politique et la misère presque toujours.

Faire dépendre les droits des gens de leur nationalité n'a pas de sens. Cela ne sert qu'à exercer la terreur sur une fraction des plus pauvres, à introduire la division entre eux et à provoquer des drames comme celui qui a failli frapper Simon.